

➤ L'avenir du site de Gandrange

ArcelorMittal confirme son plan de fermeture

Malgré les promesses de Nicolas Sarkozy, Gandrange va partiellement fermer.

MARC FASSONE

ArcelorMittal s'apprête, vendredi 4 avril, à confirmer lors d'un comité d'établissement son plan de fermeture partielle du site. Une fermeture dont personne ne doutait et qui vient d'être confirmée ce mercredi 2 avril lors d'un Comité d'entreprise européen (CEE).

Seule concession aux projets alternatifs des syndicats: le sidérurgiste prévoit d'investir 6 millions d'euros sur le site et garde vingt emplois de plus que dans le plan initial, qui prévoyait la suppression

de 595 postes sur les 1.108 que compte l'usine, selon Edouard Martin, élu CFDT au CEE.

Une position qui ne devrait pas rencontrer une forte opposition de la part du gouvernement français.

En déclarant ce mardi 1^{er} avril que «l'on peut admettre qu'un groupe important puisse proposer à ses salariés d'aller travailler à quelques kilomètres de Gandrange», François Fillon désavoue son président, qui avait pourtant promis d'aider un potentiel repreneur.

Depuis, de l'acier a coulé sous les ponts et le gouvernement prépare une retraite en bon ordre. Retraite qui passerait par une tractation portant sur une pérennisation du site de Florange, situé à 9 kilomé-

tres de Gandrange et qui doit accueillir déjà une partie du personnel du site.

Toujours selon François Fillon, «le groupe Mittal, ce n'est pas seulement la fermeture d'un équipement dans l'est de la France, c'est aussi des investissements sur les autres. La question qu'il faut se poser, c'est de savoir si Lakshmi Mittal apporte un développement à l'économie française ou non». La messe est dite.

FIN DE PARTIE

La piste d'une reprise du site par un investisseur extérieur semble donc définitivement fermée. Une piste qui faisait encore en début de semaine la une des journaux

avec l'évocation d'une reprise par le groupe brésilien Gerdau.

Gerdau est le 14^e sidérurgiste mondial. Son chiffre d'affaires est de EUR 12,4 milliards pour une production de 17,9 millions de tonnes en 2007. Il est présent en Europe via sa filiale espagnole Sidenor.

Il est entré dans l'arène via une initiative de la mairie d'Amnéville, ville sur le territoire de laquelle s'étend une partie du site de Gandrange.

Alain Stahl, le directeur de cabinet, a été chargé du dossier Gandrange avec Alain Grenault, ancien directeur d'Unimetal et président du comité de défense de l'aciérie de Gandrange. «Nous avons constitué un petit groupe de travail chargé de contacter des industriels

susceptibles d'être intéressés par une reprise du site, si tant est qu'ArcelorMittal soit vendeur.» C'est ainsi qu'il est entré en relation avec le groupe brésilien Gerdau.

Un groupe qui a eu des «manifestations d'intérêt positives» mais qui ne s'est pas porté officiellement candidat à la reprise de l'ensemble du site. Principalement, selon Alain Stahl, parce que le gouvernement ne s'est pas engagé concrètement dans cette voie.

«Et de toute façon, un conseiller m'a confié en aparté que si nous avions des plans social comme celui d'ArcelorMittal tous les jours, nous n'aurions plus de problème», regrette Alain Stahl pour qui «la solution pour sauver Gandrange reste de forcer Lakshmi Mittal à vendre».